



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU  
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SÉANCE DU LUNDI 13 OCTOBRE 2014

Direction Générale des Services  
Gestion des Assemblées  
Finances et Conseil de Gestion

L'an deux mille quatorze le treize octobre à dix huit heures, le Conseil Communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Député du Var.

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	62

Objet de la  
délibération:

**CLECT -  
Renouvellement  
des membres -  
Adoption du  
règlement intérieur**

**PRÉSENTS :**

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, LECOINTE Jacques, ALEMAGNA Claude, PARLANTI Alain, CHILINI Bernard, MARCY Valérie, PIERRUGUES Gérald, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, MARTIN Hugues, MARIA Daniel, FANELLI Nicole, ROUVIER Georges, BACQUET Yves, CARRIERE Christophe, AMBROSINO Franck, AMOROSO Anne-Marie, AUGUIN Jutta, BOUZEREAU Gilbert, CAYMARIS Alain, CHALOT-FOURNET Christine, CHARDES Bernard, COLOMBANI Anne-Marie, DUBOUIS Brigitte, DUFOUR Sophie, FIORINI Francine, FRANCIN Sylvie, GONZALES Nathalie, GUELLATI Malika, GUIOL Marie-Christine, LEGRAIEN Françoise, LEROUX Florence, LE POULAIN Yves, LOEW Grégory, MARY-BOUZEREAU Sandrine, MENET André, MICHEL Jacques, MOMBAZET Jean-Pierre, NICOLETTI Christine, PELASSY Michèle, PESCE Thierry, PREMOSELLI Christine, REIG Laure, ROUX Régis, RUDNIK Thierry, SENES Sylvain, STRAMBIO Richard, VECCHIO Valéria, VIGIER Alain

**REPRÉSENTÉS :**

Liliane BOYER pouvoir à Françoise LEGRAIEN, Fabien MATRAS pouvoir à Laure REIG, Serge BALDECCHI pouvoir à Nicole FANELLI, Alain BOUCHER pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Max CARZOLI pouvoir à Nathalie GONZALES, Stéphan CERET pouvoir à Sylvie FRANCIN, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Alain HAINAUT pouvoir à Grégory LOEW, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Francine REGAZZETTI pouvoir à Alain PARLANTI, Jean-Daniel SANTONI pouvoir à Marie-Christine GUIOL, David SONNEVILLE pouvoir à Florence LEROUX

**ABSENT :**

MARCEL Frédéric

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :** Mademoiselle Marie-Christine GUIOL

**RAPPORTEUR :** Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN

Transmis le : 17/10/2014

Communauté d'Agglomération  
Dracénoise

Affiché le 17 OCT. 2014

Au Représentant de l'État,  
conformément aux dispositions  
de la loi du 2 mars 1982

Suite à l'installation des nouveaux conseillers communautaires, et conformément à l'article 1609-C chapitre IV du Code des impôts, il est nécessaire de procéder au renouvellement de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT).

Il est rappelé que le rôle de la commission est de quantifier les transferts de compétences réalisés afin de permettre un juste calcul de l'attribution de compensation versée par la communauté d'agglomération aux communes membres.

Elle doit rendre ses conclusions dans l'année de l'adoption de la taxe professionnelle unique par la Communauté d'agglomération et lors de chaque transfert de charges ultérieur.

Elle soumet un rapport aux Conseils municipaux, dans lequel sont présentées les modalités d'évaluation qui président au calcul de l'attribution de compensation.

Les Conseils municipaux se prononcent sur les propositions de la commission, à la majorité qualifiée prévue par l'article L5211-5 II du Code général des collectivités territoriales. Ils peuvent négocier avec la commission pour obtenir des ajustements aux évaluations proposées.

Il est rappelé que chaque commune a été invitée à désigner deux représentants (un titulaire et un suppléant), deux titulaires et deux suppléants pour Draguignan. Elle comportera donc 20 membres et autant de délégués suppléants.

La commission devra élire un Président et un Vice Président parmi ses membres.

Commune	Titulaire	Suppléant
Ampus	- Nathalie PEREZ LEROUX	- Hugues MARTIN
Bargemon	- Monique ADJEMIAN	- Frédéric SCHLATTER
Callas	- Daniel MARIA	- Lionel MERCHER
Châteaudouble	- Georges ROUVIER	- Jean-Marc MILESI
Claviers	- Caroline COIN	- Roland BULLMAN
Draguignan	- Christine PREMOSELLI - François GIBAUD	- Grégory LOEW - Danielle ADOUX COPIN
Figanières	- Bernard CHILINI	- Joseph GAUTIER
Flayosc	- Christian TAILLANDIER	- Joëlle SCHLOSSER
La Motte	- Philippe JOUFFROY	- Yves LE POULAIN
Le Muy	- Liliane BOYER	- Bernard CHARDES
Les Arcs-sur-Argens	- Frédéric LAMAT	- Olivier POMMERET
Lorgues	- Claude ALEMAGNA	- Francine FIORINI
Montferrat	- Raymond GRAS	- Rosy ARAGON
Saint Antonin du Var	- Serge BALDECCHI	- Marie-Josée RUBY
Salernes	- Nicole FANELLI	- Daniel JUIF
Sillans la Cascade	- Christophe CARRIERE	- Jean-Pierre RENARD
Taradeau	- Jean-Pierre CAMILLERI	- Albert DAVID
Trans-en-Provence	- Jean-Daniel FORTORE- CRUBEZY	- André GARCIN
Viduban	- Régis ROUX	- Monique NAVARRO

Cette commission ayant des attributions particulières, il est proposé, en complément de cette désignation, d'adopter le règlement intérieur ci-joint, permettant d'en préciser les missions et modalités de fonctionnement.

En conséquence et au vu de l'avis de la commission des finances, réunie le 9 octobre 2014, il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir :

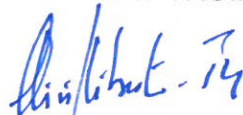
- adopter la présente composition de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées ;

- adopter le règlement intérieur de la CLECT ci-annexé .

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, par 59 voix pour et 3 abstentions :  
(AMBROSINO Franck, RUDNIK Thierry, VECCHIO Valéria), décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le lundi 13 octobre 2014

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président  
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.

## **REGLEMENT INTERIEUR DE LA COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES**

### Article 1<sup>er</sup> : Composition

La CLECT, conformément aux dispositions de l'article 1609 nonies C-IV, est obligatoirement composée de conseillers municipaux des communes membres de la Communauté d'Agglomération. La perte de la qualité de conseiller municipal d'une commune membre entraîne automatiquement la cessation des fonctions de représentant de ladite commune au sein de la CLECT.

### Article 2: Nombre et répartition des sièges

Chaque commun membre de la Communauté d'Agglomération dispose d'au moins un siège au sein de la CLECT.

Le règlement intérieur du Conseil Communautaire approuvé le XX/XX/XXXX prévoit 20 sièges de 20 titulaires et 20 suppléants, soit un titulaire et un suppléant par commune, et deux pour Draguignan.

### Article 3 : Désignation des membres

Chaque commune membre désigne pour la représenter au sein de la CLECT, un conseiller municipal, désigné par courrier adressé au président de la Communauté d'Agglomération.

En cas de renouvellement total des membres de la CLECT, chaque commune membre désignera ses représentants faisant apparaître, si besoin, la distinction entre conseiller municipal et conseiller communautaire.

### Article 4: Le Président et le Vice-président

Les membres de la CLECT élisent, en leur sein, un président et un vice-président, au scrutin secret, à la majorité absolue.

Si, au premier tour de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un second tour et l'élection à lieu à la majorité relative.

En cas d'égalité des suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

Le président convoque la CLECT, détermine l'ordre du jour et préside la séance.

### Article 5 : Durée des fonctions des membres

La durée des fonctions des membres, ainsi que du Président et du Vice-président de la CLECT est calquée sur la durée du mandat municipal de l'intéressé, sans préjudice de la possibilité de procéder à un renouvellement des membres de la CLECT en cours de mandat, si nécessaire. Un membre de la CLECT peut démissionner sous réserve d'en informer le Président par écrit.

Lorsqu'un siège devient vacant, il est procédé au remplacement du représentant dans les meilleurs délais conformément à l'article 3 du présent règlement.

### Article 6 : Convocation

La convocation de la première réunion de la CLECT est effectuée par le Président de la Communauté d'Agglomération.

La convocation à chaque réunion de la CLECT est effectuée par le Président de la CLECT, en cas d'empêchement de celui-ci, par le Vice-président.

Transmis le 17-10-2014  
au Représentant du P.M.  
conformément aux dispositions  
de la loi du 2 Mars 1962.

La convocation doit être envoyée à chacun des membres par écrit, à son domicile, au moins cinq jours francs avant la date prévue pour la réunion.

La convocation doit mentionner la date, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

#### Article 7 : Règles de quorum

Pour l'adoption du rapport de la CLECT, celle-ci ne peut siéger que si la moitié au moins de ses membres en exercice est présente ou représentée.

Un membre de la CLECT absent ou empêché peut donner à un autre membre un pouvoir écrit de le représenter et de voter en son nom.

#### Article 8 : Règles de majorité applicables au sein de la CLECT

Le rapport de la CLECT est adopté à la majorité simple de ses membres présents ou représentés.

#### Article 9 : Mission

La CLECT a pour mission d'établir un rapport portant évaluation des charges transférées.

#### Article 10 : Recours à des experts

Dans le cadre de ses travaux, et plus particulièrement de l'élaboration du rapport visé à l'article précédent, la CLECT peut décider de faire appel à des experts et des personnes qualifiées extérieures et notamment le trésorier principal de la Communauté d'Agglomération.

Ces experts ont pour vocation d'assister les membres de la CLECT et ne peuvent avoir qu'une fonction consultative.

#### Article 11 : Méthode d'évaluation des charges transférées

Conformément à l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts :

- Les dépenses de fonctionnement non liées à un équipement sont évaluées au coût réel, tel qu'il apparaît :

- soit dans les budgets communaux lors de l'exercice précédent le transfert de compétences,
- soit dans les comptes administratifs des exercices précédents ce transfert.

Dans ce cas, la période de référence est déterminée par la CLECT.

Le choix de recourir à l'une ou l'autre de ces deux méthodes relève de l'appréciation de la CLECT.

La méthode utilisée est indiquée dans le rapport de la CLECT.

- Les dépenses liées à un équipement sont calculées sur la base d'un coût moyen annualisé qui intègre :

- le coût de réalisation ou d'acquisition ou de renouvellement de l'équipement,
- les charges financières,
- les dépenses d'entretien.

#### Article 12: Approbation du rapport

Une fois calculées les charges transférées et établi le rapport dans les conditions précisées ci - dessus, le rapport est approuvé par les membres de la CLECT statuant à la majorité simple.

Celui-ci est ensuite notifié sans délai aux maires de chaque commune membre de la Communauté d'Agglomération.

Le rapport de la CLECT doit alors faire l'objet d'une approbation par les conseils municipaux des communes membres, statuant à la majorité qualifiée des deux tiers des

conseils municipaux représentant plus de la moitié de la population ou de la moitié des conseils municipaux représentant les deux tiers de la population.

Une fois approuvé par les conseils municipaux le rapport de la CLECT fait l'objet d'une communication au Conseil Communautaire pour validation.

Le rapport de la CLECT n'est soumis à aucune publication. Il constitue néanmoins un document administratif communicable dans les conditions prévues par la loi N° 78-753 du 17 juillet 1978.